



Bulletin Départemental des Bouches du Rhône

N° 36 du 13 Avril 2012

SOMMAIRE

	Page
Division des Personnels	
➤ Premier degré public :	
○ Départ en stage D.E.P.S. – Rentrée 2012	2
○ Départ en formation D.D.E.E.A.S. – Rentrée 2012	3
○ Stage de préparation au C.A.P.A.-S.H. – Rentrée 2012	4
○ Liste d'aptitude à l'emploi de Conseiller Pédagogique – Rentrée 2012	8
○ Liste d'aptitude à l'emploi de Directeur d'école – Rentrée 2012	9
○ Mouvement interdépartemental des enseignants du 1 ^{er} degré par INEAT et EXEAT directs non compensés – Rentrée 2012	16
○ Mouvement des Instituteurs et des Professeurs des écoles – Rentrée 2012	20
Division des Elèves	
➤ Bureau de la vie scolaire	
○ Fiche de liaison	38
○ Fiche relais	39
Division de l'Organisation Scolaire	
○ Arrêté portant création d'un collège à Marseille 10 ^{ème} (Bouches du Rhône)	40

**DEPART EN STAGE D.E.P.S
LISTE DES CANDIDATS RETENUS POUR L'ENTRETIEN DE SELECTION
CENTRE DE FORMATION LYON**

NOM	PRENOM	AFFECTATION
JOVI	BRIGITTE	EEMU PEYSSONEL 1
ZARKA	VALERIE	EEMU CITE AZOULAY
MARCHETTI	CHRISTEL	EMPU PARADE

Liste arrêtée par le D.A.S.E.N après consultation de la C.A.P.D en date du 19/03/2012

Fait à Marseille, le 19 mars 2012
Le Directeur Académique des Services de l'Education Nationale

Signé
Jean Luc BENEFIGE



DEPART EN FORMATION D.D.E.E.A.S. - RENTREE 2012

CANDIDATS	AVIS	Liste principale	Liste complémentaire
ANGEL Corinne	Très favorable	X	
DELENAT Fabienne	Très favorable		X

Liste arrêtée par le D.A.S.E.N après consultation de la C.A.P.D en date du 19/03/2012

Fait à Marseille, le 19 mars 2012

Le Directeur Académique des Services de l'Education Nationale

Signé

Jean Luc BENEFIGE



MINISTÈRE DE
L'ÉDUCATION NATIONALE,
DE LA JEUNESSE
ET DE LA VIE ASSOCIATIVE



STAGES DE PREPARATION AU CAPA-SH - RENTREE 2012

NOM -PRENOM	ETABLISSEMENT	OPTION A	Liste principale	Liste complémentaire
AGUILLON Christel	E.Hosp.Château Guis Hop.Ste Marguerite	1	x	
HADJI Anne	mixte Pont de L'Arc	1		x

Liste arrêtée par le D.A.S.E.N après consultation de la C.A.P.D en date du 19/03/2012

Fait à Marseille, le 19 mars 2012

Le Directeur Académique des Services de l'Education Nationale

Signé

Jean Luc BENEFICE

STAGES DE PREPARATION AU CAPA-SH - RENTREE 2012

NOM -PRENOM	ETABLISSEMENT	OPTION C	Liste principale	Liste complémentaire
GARCIN DEJOU Evelyne	Annexe Hopital Nord	1	x	
VOLLE Solange	E.D.M Saint Thys Mlle (op.c)	1		x

Liste arrêtée par le D.A.S.E.N après consultation de la C.A.P.D en date du 19/03/2012

Fait à Marseille, le 19 mars 2012

Le Directeur Académique des Services de l'Education Nationale

Signé

Jean Luc BENEFIGE

STAGES DE PREPARATION AU CAPA-SH - RENTREE 2012

NOM -PRENOM	ETABLISSEMENT	OPTION D	Liste principale	Liste complémentaire
BENECH Sylvie	mx Jean Moulin Istres	1	x	
MAURO Pierre	mixte Zac Petit Lac Cabriès	1	x	
NICLAS Nathalie	mixte Jules Payot Aix	1	x	
RICARD Florence	mat. Beausoleil Penne / Huveaune	2	x	
DUPONT Valérie	Brig. Formation Ratt. à mat St Charles	1	x	
CLEMENCON Lise	Rempl. Stag. long IME Colombier+A. Laure	1	x	
BARJI Radoine	Centre Les Cadeneaux P/Mirabeau	1	x	
MARTINEZ Delphine	Aubagne mixte Camp Major	1	x	
GUILLOT Emilie	mixte St Joseph Micocouliers	1	x	
DELEUIL Corinne	Hopital de jour Martigues	1	x	
PICCO Aurélie	Collège J. D'Arbaud Salon	1	x	
NAMIAS Cédric	mixte Jules Ferry Tarascon	1	x	
DESCHAMPS Sophie	Oddo Madraque Ville	1		x
GABASTON Marie Claude	mixte Langevin Wallon Septèmes	1		x
GHEWY Karine	Ulis College Rocher du Dragon	2		x
AVELLANEDA Christophe	mixte Marcel Pagnol St Martin	1		x
BLANCHETON Céline	IME Vert Pré	1		x
MALLORANT Anne	mixte St Louis Consolat	1		x
RABIER Mathieu	Centre des Cadeneaux Pennes Mirabeau	1		x
SVRDLIN Elise	IME Vert Pré	1		x
GORSZCZYK Emmanuelle	IME Vert Pré	1		x
LE PARCO Solène	IME Vert Pré	1		x

12 départs en stage - soit 2 groupes de 6 enseignants -

Liste arrêtée par le D.A.S.E.N après consultation de la C.A.P.D en date du 19/03/2012

Fait à Marseille, le 19 mars 2012
Le Directeur Académique des Services de l'Education Nationale

Signé
Jean Luc BENEFICE

**LISTE D'APTITUDE A L'EMPLOI DE CONSEILLER PEDAGOGIQUE
COMMISSION DEPARTEMENTALE D'ENTRETIENS
24 CANDIDATS**

NOM -PRENOM	GRADE
AUREILLE Mayeul	Professeur des écoles
CARRIE Colette	Professeur des écoles
CEFAI Patricia	Professeur des écoles
DARRIEUTORT Valérie	Professeur des écoles
DEMAI Laurent	Professeur des écoles
FEDMULLER Christophe	Professeur des écoles
FELINE Catherine	Professeur des écoles
GARCIN DEJOU Evelyne	Professeur des écoles
GUIBERT Jean	Professeur des écoles
LE FRAPPER Catherine	Professeur des écoles
MEBAREK Mohamed	Professeur des écoles
MORELATTO Mireille	Professeur des écoles
RIETHMULLER Hélène	Professeur des écoles
ROMA Frédéric	Professeur des écoles
RIVOIRA Marc	Professeurs des écoles
SAUVEYRE Carine	Professeur des écoles

Liste arrêtée par le D.A.S.E.N après consultation de la C.A.P.D en date du 19/03/2012

Fait à Marseille, le 19 mars 2012
Le Directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale

Signé
Jean –Luc BENEFIGE

LE DIRECTEUR ACADEMIQUE DES SERVICES DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Direction
des services
départementaux
de l'éducation nationale
des Bouches-du-Rhône

- Vu le décret n°89-122 du 24 février 1989 relatif aux directeurs d'école,
- Vu l'avis de la commission administrative paritaire départementale réunie le 19 mars 2012,

Division des
Personnels
DP2

Référence
Bureau des actes collectifs

Dossier suivi par
Mireille Pinel

Téléphone
04 91 99 68 06
Fax
04 91 99 67 81

Mél.
Ce.dp13@ac-aix-
marseille.fr

28-34 boulevard
Charles Nédelec
13231 Marseille
cedex 1

ARRETE

ARTICLE 1er : Sont inscrits sur la liste d'aptitude à l'emploi de directeur d'école au titre de l'année 2012 les instituteurs et professeurs des écoles dont la liste des noms est annexée au présent arrêté.

ARTICLE 2 : Le Secrétaire Général de la Direction Académique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin Départemental.

Fait à Marseille, le 19 mars 2012

Signé

Jean-Luc BENEFIGE

LISTE ANNEXEE A L'ARRETE DU 19 MARS 2012

MM	ABDELGHANI	CLAUDE
MM	ABERGEL GOBET	EMILIE
M.	ADINOLFI	CHRISTOPHE
M.	ANDREO	THIERRY
ML	ARNAUD	SOPHIE
M.	ARNOUX	PHILIPPE
MM	AUBERT	SYLVIE
MM	AUGIER GARCIN	NATHALIE
MM	AUGUSTE	LYDIA
MM	AUTHIER	ISABELLE
M.	BAGOU	GILLES
M.	BARNIER	CHRISTOPHE
M.	BATTISTI	J DOMINIQUE
MM	BAUDRU	EVELYNE
MM	BEAUMADIER	ROSE MARIE
M.	BEERLAND	DAMIEN
MM	BELLOT DURET	MYRIAM
ML	BENALI	SORAYA
ML	BERGER	JULIE
MM	BERGESE	ANNE
MM	BERNERT	GENEVIEVE
MM	BERRUTO	CECILE
MM	BERTOOUT	CELINE
MM	BERTRAND MATTEI	VIRGINIE
M	BERTUCCELI	Patrick
MM	BILLIAU	FLAVIE
MM	BIRELLI	AUDREY

LISTE ANNEXEE A L'ARRETE DU 19 MARS 2012

MM	BITON	BRIGITTE
M.	BLANC	FREDERIC
M.	BONHOURE	ROMAIN
ML	BORET	EVELYNE
MM	BORGHINO	DAISY
MM	BREYSSE	ESTHER
M.	BURLAT	MARC
MM	CAHOUR	ANNICK
ML	CARMAGNOLLE	CORALIE
ML	CAVILLE	MARIE DOMINIQ
MM	CAYLA	VERONIQUE
ML	CECCALDI	CORINNE
M.	CHRETIEN	CHRISTIAN
MM	CLEMENS	LAURENCE
M.	CONTI	PATRICK
MM	COSTANZO	VALERIE
M.	COULLET	JEAN PATRICK
MM	COULOMB	MARIE HELENE
M.	CROUE	THIERRY
MM	CUNY	CAROLINE
M.	DAINECHE	SAMIR
ML	DAOUAIRI	MALIKA
MM	DARNIS	ISABELLE
MM	DARNIS PUJO	ANNE MARIE
ML	DAUPHIN	ANAIS
M.	DAVID	BENOIT
M.	DE ANGELIS	RICHARD
ML	DELBREIL	CLAIRE

LISTE ANNEXÉE A L'ARRETE DU 19 MARS 2012

ML	DELOOR	CAROLINE
ML	DENTROUX	MAGALI
MM	DHERS	MAGALI
MM	DOMERGUE	VALERIE
M.	DRACIUS	OLIVIER
MM	DUMAS	DOMINIQUE
M	FAVRE	ALAIN
ML	FELIX	NATHALIE
M.	FERNANDEZ	THOMAS
MM	FERRARI	ISABELLE
MM	FIRRINCIELI	NATHALIE
M	FRANCHESCHI	ALAIN
MM	FRANCOIS	CECILE
MM	GARCIN DEJOU	EVELYNE
M	GARNIER	GERARD
MM	GASTALDO	SYLVIE
M.	GENSANE	OLIVIER
ML	GERLES	KARINE
ML	GIRAUD	FREDERIQUE
M.	GIRY-FAVARD	BRUNO
MM	GLYNATSI	LUCIE
M.	GOINEAU	LAURENT
M.	GOUSSIN	JEAN
M.	GRASSET	PHILIPPE
M.	GRAVIER	PASCAL
MM	GUEDJ	KATIA
ML	GUERIN	MARIE EVE
M.	GUILLAUMOU	THIERRY

LISTE ANNEXEE A L'ARRETE DU 19 MARS 2012

MM	GUILLOUX	LAURE
MM	HOVANESSIAN	MARIE LAUR
MM	INGARGIOLA	SOPHIE
ML	ISAIA	CHRISTINE
ML	ISSART	CHLOE
M.	JANDOT	J PIERRE
MM	JANDOT	SYLVIE
M.	JAUBERT	FREDERIC
MM	JOUDAREFF	CORINNE
MM	KERRIEN	EVELYNE
M.	LA COUR	PHILIPPE
M.	LAMBELET	PHILIPPE
MM	LAVERGNE	VERONIQUE
ML	LE CLECH	AMANDA
M.	LE CORRE	ARNAUD
M.	LEONETTI	ANTHONY
ML	LEROY	AURELIE
MM	LOPEZ	BRIGITTE
M.	LORAS	JEAN MARIE
MM	LORENTE	NATHALIE
MM	LORENZI	CECILE
MM	LOURIE	ROLANDE
MM	LYAN	EMMANUELLE
ML	MAIQUES	TERESA
Mme	MAREDI	Anne marie
M.	MARIN	LIONEL
ML	MARTEAU	NATHALIE
ML	MARTIN	MURIEL

LISTE ANNEXÉE A L'ARRETE DU 19 MARS 2012

MM	MARTINEZ	PATRICIA
M.	MASSI	PIERRE
MM	MATHERON	VALERIE
MM	MATTU	MARIE DOMINIQ
MM	MAYAUD	KARINE
ML	MEDIET	SEVERINE
M.	MERLINO	FREDERIC
MM	MONDOLONI	LILY
MM	MONTEILLIER	EMMANUELLE
M.	MOREAU	SEBASTIEN
Mme	MULLER	Martine
ML	NICOLAS	CELINE
M.	NICOLLE	MICHAEL
ML	OBORG	CATHERINE
M.	PAGNI	PHILIPPE
ML	PALACIN	CAROLINE
M.	PASCUAL	GEORGES
ML	PETIT	LAETITIA
MM	PIPIER	CAROLE
MM	POTIER	KATELL
M.	RAFFALLI	PIERRE
ML	RAYNARD	DOMINIQUE
ML	REDHOUANE	DJAMILA
MM	REY	LAETITIA
M.	RICAVY	VINCENT
MM	RIVOALLON	HELENE
MM	ROOS	ISABELLE
MM	ROUSSEAU	MARIE LAURENC

LISTE ANNEXÉE A L'ARRETE DU 19 MARS 2012

MM	ROUSTAIN	ANNIE
MM	ROY	NATHALIE
M.	RUBICHON	WILLIAM
MM	RYCHEN	CHRISTINE
MM	SADJIAN PITON	MIRANDE
ML	SANCHEZ	ANNE MARIE
ML	SAURY	DOMINIQUE
ML	SIDOBRE	DELPHINE
ML	SOONEKINDT	MARIE
MM	SPACCESI	CAROLE
MM	TERRIER BOURDIN	FLORENCE
MM	TRAN DINH	GWLADYS
MM	TRIGAUX PETIT	SOPHIE
MM	TROSSEVIN	MAGALI
ML	VAUDRON	SOPHIE
MM	VEGETTO	NADINE
MM	VILES	PATRICIA
MM	VINCENT	HELENE
MM	VINCENT	LAURE
ML	VIVIEN	MELANIE
M.	WICKEL	GUILLAUME
Mme	YNESTA	NICOLE



MINISTÈRE DE
L'ÉDUCATION NATIONALE,
DE LA JEUNESSE
ET DE LA VIE ASSOCIATIVE



Le directeur académique des services de
l'Éducation Nationale des Bouches du Rhône

à

- Mesdames et messieurs les directeurs
académiques des services de l'éducation
nationale

- Mesdames et messieurs les personnels
enseignants du 1^{er} degré

Direction
des services
départementaux
de l'éducation nationale
des Bouches-du-Rhône

Marseille, le 26 mars 2012

Division des personnels

Bureau des Actes Collectifs
DP2

OBJET : Mouvement interdépartemental des enseignants du 1^{er} degré par INEAT et EXEAT
directs non compensés - rentrée scolaire 2012.

Référence
INEAT - EXEAT

La présente circulaire a pour objet de préciser les modalités de demande d'INEAT et EXEAT
directs non compensés, au titre de l'année scolaire 2012-2013.

Dossier suivi par
Cécile COSSU

1 - demandes d'EXEAT en vue d'une affectation hors des Bouches du Rhône :

Téléphone
04 91 99 67 45

Fax
04 91 99 67 81
Mél.

cecile.cossu
@ac-aix-marseille.fr

Il appartient aux candidats de se renseigner auprès des directions des services de l'éducation
nationale du ou des départements sollicités pour connaître les modalités et les dates limites de
réception des demandes. En règle générale ces informations peuvent être aisément consultées
sur leurs sites internet.

28-34 boulevard
Charles Nédelec
13231 Marseille
cedex 1

Les dossiers devront être adressés à la direction académique des Bouches du Rhône – **bureau
DP2 – avant le 11 mai 2012**. Mes services les feront suivre, les demandes étant assorties d'un
avis d'opportunité. Je précise à ce sujet qu'en raison des contraintes particulières du
département, les avis favorables porteront prioritairement sur les situations de rapprochement
de conjoints ainsi que les cas médicaux et/ ou sociaux avérés.

Je vous rappelle, par ailleurs, que vous devez constituer un dossier pour chaque département
souhaité.

Les dossiers de demande d'EXEAT doivent comporter les pièces suivantes :

- Courrier adressé à Monsieur le D.A.S.E.N des Bouches du Rhône faisant apparaître
le motif précis de la demande
- Le courrier de demande d'intégration pour chaque département sollicité accompagné
des pièces justificatives nécessaires (sous pli cacheté s'il s'agit de documents
entrant dans le champ du secret médical).



2/2

2 - demandes d'INEAT en vue d'une affectation dans les Bouches du Rhône :

Les dossiers doivent comporter les pièces suivantes :

- une demande manuscrite d'INEAT dans le département des Bouches-du-Rhône,
- une **promesse d'EXEAT**, comportant une date de fin de validité, établie par la direction académique dont le candidat relève actuellement (année 2011-2012)
- une fiche individuelle de synthèse informatisée délivrée établie par la direction académique dont le candidat relève actuellement,
- deux enveloppes timbrées au tarif en vigueur, libellées à l'adresse de l'intéressé(e).

Pièces à ajouter pour les demandes établies au titre :

2.a - du rapprochement de conjoint :

- **une attestation professionnelle** datée de moins de 3 mois, précisant la date de prise de fonction dans le département des Bouches-du-Rhône du conjoint et s'il y est toujours en poste
- une photocopie du **livret de famille** pour les candidats mariés ou non mariés ayant des enfants reconnus par les deux parents,
- pour les agents ayant conclu un **P.A.C.S.** , copie du document accompagné :
 - Si le PACS a été conclu en 2010 : photocopie de l'avis d'imposition commune de l'année 2009
 - Si le PACS a été conclu en 2011 : déclaration sur l'honneur d'engagement à se soumettre à l'obligation d'imposition commune signée par les 2 partenaires.

2.b - de la scolarité et résidence de l'enfant :

Tous documents officiels précisant :

- l'alternance de résidence de l'enfant au domicile de chacun des parents
- ou l'exercice des droits de visite et d'hébergement du parent dont la résidence de l'enfant n'est pas fixée à son domicile.

Ces documents devront être accompagnés d'un certificat de scolarité pour les enfants âgés de 16 à 20 ans

2.c - du handicap :

- l'attestation de Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé (R.Q.T.H.),
- tous justificatifs attestant que la mutation sollicitée améliorera les conditions de vie de la personne handicapée,
- s'agissant d'un enfant non handicapé mais souffrant d'une maladie grave, toutes les pièces concernant le suivi médical, notamment en milieu hospitalier spécialisé.

La date limite de réception des demandes d'INEAT, transmises par la voie hiérarchique, est fixée au **VENDREDI 15 JUIN 2012**.

Pour le Directeur Académique
Le Secrétaire Général

Signé

Michel RICARD

DIRECTION ACADEMIQUE DES SERVICES
De L'EDUCATION NATIONALE
Des BOUCHES DU RHÔNE

Division des Personnels

Cécile COSSU
04 91 99 67 45

DEMANDE D'INEAT DIRECT
RENTREE SCOLAIRE SEPTEMBRE 2012

IDENTITE DE L'ENSEIGNANT

NOM – Prénom :	Nom de jeune fille :
Adresse personnelle :	N° de téléphone fixe :
Adresse dans les BDR :	N° de téléphone portable :
	Adresse mail :

SITUATION PERSONNELLE (1)

Célibataire Pacsé(e) Marié(e) Enfant
 Conjoint : Mr Mme Si, oui nombre d'enfant :
 Profession :
 Lieu d'affectation :

(1) Joindre les pièces justificatives : faute de production de ces pièces, votre demande ne sera pas examinée.

SITUATION ADMINISTRATIVE

GRADE : Instituteur Professeur des écoles Professeur des écoles stagiaire
 ECHELON : Permutations informatisées 2011/2012 oui non
 DEPARTEMENT D'ORIGINE :
 DERNIERE AFFECTATION :
 FONCTION :Inscription sur la L.A de directeur d'école 2012 : oui non

POSITION ACTUELLE :

En activité OUI NON
 En disponibilité jusqu'au :
 En congé parental jusqu'au :
 En congé de maternité jusqu'au :
 En congé de longue maladie jusqu'au :
 En congé de longue durée jusqu'au :

TITRE ET DIPLOME PROFESSIONNELS (CAPSAIS, CAPA-SH, CAFIPEMF)

Titre et diplôme obtenu :
 Date d'obtention :
 Ancienneté générale des services au 01/09/2012 :
 Demandez – vous un temps partiel ou mi-temps à la rentrée 2012 : OUI NON

<u>DEPARTEMENTS DEMANDES</u> (dans l'ordre des priorités)	
Préciser en clair le n° et le nom du département	
1.....	3.....
2.....	4.....
5.....	6.....
MOTIFS DE LA DEMANDE	
<input type="checkbox"/> rapprochement de conjoint <input type="checkbox"/> convenances personnelles	<input type="checkbox"/> demande de majoration de points (uniquement pour les personnes bénéficiaires de l'obligation d'emploi : personnel titulaire, conjoint, enfant reconnu handicapé ou malade).

Je déclare avoir pris connaissance des dispositions réglementaires relatives aux mutations et m'engage, en cas d'obtention de l'exeat, à rejoindre le poste qui me sera attribué dans le département demandé.

A le,

Cachet du Directeur Académique :

Signature de l'intéressé(e)

Cocher les cases correspondantes

VŒUX D'AFFECTATION POUR LA PROCHAINE RENTREE SCOLAIRE

Ne pas indiquer de postes précis mais un ou plusieurs arrondissements pour MARSEILLE, une ou plusieurs communes pour le département.

Indiquer le type d'établissement souhaité : élémentaire, pré-élémentaire, spécialisé

- 1 _____
- 2 _____
- 3 _____
- 4 _____
- 5 _____
- 6 _____
- 7 _____
- 8 _____



MINISTÈRE DE
L'ÉDUCATION NATIONALE,
DE LA JEUNESSE
ET DE LA VIE ASSOCIATIVE



Le directeur académique
des services de l'Éducation Nationale

à

Mesdames et Messieurs les enseignants
du 1^{er} degré

S/c de Mesdames et Messieurs les
Inspecteurs de l'Éducation nationale

S/c de Mesdames et Messieurs les
Principaux de collège

Marseille, le 21 mars 2012

Direction
des services
départementaux
de l'éducation nationale
des Bouches-du-Rhône

Division des Personnels

Bureau des Actes
Collectifs
DP2

Référence
mouvement
intra-déptal (TD) 2012

Dossier suivi par
Monique VEAUGIER

Téléphone
04 91 99 67 52
Fax
04 91 99 67 81

Mél.
ce.dp13@ac-aix-marseille.fr

28-34 boulevard
Charles Nédelec
13231 Marseille
cedex 1

OBJET : Mouvement des Instituteurs et des Professeurs des écoles - Année 2012.

La présente note de service a pour objet de rappeler les conditions de participation au mouvement selon les types de vœux sollicités et d'en préciser les modalités.

- **Doivent** participer au mouvement :
 - les enseignants nommés **à titre provisoire** ;
 - les enseignants faisant l'objet d'une mesure de carte scolaire (fermeture de poste à la rentrée 2012)
 - les enseignants en position d'activité à la date du 31/12/2011 dans leur département d'origine et qui intègrent les Bouches-du-Rhône à la rentrée 2012 ;
 - les enseignants détachés ayant demandé leur réintégration ;
 - les enseignants en congé parental qui souhaitent reprendre leurs fonctions au 1^{er} septembre 2012 ;
 - les professeurs des écoles stagiaires.
- **Peuvent** participer au mouvement, les enseignants nommés **à titre définitif**
- **Ne peuvent pas** participer au mouvement, les enseignants en disponibilité à la date du 31/12/2011 et qui ont demandé leur réintégration. Ils seront affectés à titre provisoire à partir de la rentrée scolaire au fur et à mesure de la vacance des postes

I – CALENDRIER

La saisie des vœux sur SIAM est possible du **23 mars au 9 avril 2012 inclus**. Ces dates doivent être impérativement respectées ; **aucune candidature hors délai ne pourra être acceptée, une fois le serveur fermé.**

En dehors de la période de saisie des vœux , le service du mouvement sera joignable par téléphone uniquement **de 13h30 à 17h30** .

II – POSTES MIS AU MOUVEMENT

Vous trouverez annexée à la présente une liste des postes vacants au 1^{er} septembre 2012, tous les autres postes étant réputés susceptibles d'être vacants.

Cette liste des postes servira de base au mouvement informatisé. Cela implique donc que les personnels **renonçant après le 30 avril 2012 à leur retraite, à leur disponibilité ainsi qu'à toute autre position faisant perdre le poste, seront réaffectés à titre provisoire.**

Les personnels actuellement affectés à titre provisoire et qui n'obtiendraient pas de nomination à titre définitif, soit en raison de la non-vacance des postes demandés, soit en raison de leur barème, seront affectés à titre provisoire lors de la deuxième phase du mouvement.

III – MODE D'EXPRESSION DES VOEUX

1) La saisie des vœux est opérée exclusivement par le système d'information et d'aide pour les mutations (SIAM).

Les candidats sont invités à porter une attention particulière à la **fiche technique** jointe en annexe 1, le plus grand soin devant être apporté à **la codification des vœux.**

Je précise que les numéros de code des postes figurent dans la 1^{ère} colonne de gauche sur la liste des postes. Ces numéros peuvent correspondre à des vœux précis ou à des vœux globaux géographiques (canton, commune ou arrondissement).

Vous pouvez exprimer **30 vœux maximum** selon l'ordre préférentiel de votre choix, en intercalant vœux précis et vœux globaux. Votre attention est appelée sur le fait que certaines communes sont très étendues : par exemple, si vous émettez un vœu global sur la commune d'ARLES, vous pouvez être affecté aux SALINS DE GIRAUD.

2) Accusé de réception

Un accusé de réception comportant les éléments du barème sera envoyé dans les boîtes I-PROF à partir du 12 avril 2012 et devra être retourné au bureau D.P.2 « mouvement », **impérativement pour le 18 avril 2012**, qu'il fasse ou non l'objet d'une contestation.

Il devra être accompagné :

- **d'une enveloppe kraft demi format (22,6 X 16) timbrée et libellée à l'adresse personnelle** pour l'envoi de l'arrêté de nomination, document indispensable à la prise en charge financière ;
- de toutes les pièces justificatives permettant d'étudier les contestations ;
- de tous les documents justifiant la demande d'octroi d'une bonification au titre du handicap.

3) Vœux liés

Les personnels peuvent émettre des vœux liés avec la personne de leur choix. Pour être valide, **cette procédure doit être suivie par les deux intéressé(e)s.** Les vœux sont liés au choix des intéressé(e)s sur tout ou partie des vœux en fonction des rangs indiqués.

Attention :

- le non respect de la procédure empêche l'obtention des vœux liés **mais n'annule pas les vœux qui pourront alors être obtenus à titre individuel ;**
- l'obtention des vœux liés n'est possible que lorsque l'intéressé(e) ayant le plus petit barème arrive aussi sur l'un des postes demandés dans le cadre de cette procédure.

Exemple : *Vous voulez lier votre vœu n° 1 E.E.PU. Robert DESNOS, MARTIGUES avec le vœu n° 5 de votre conjoint E.E.PU. Robert DESNOS, MARTIGUES.*

Saisissez le code de l'E.E.PU. Robert DESNOS, MARTIGUES. L'écran informatique affiche « vœu lié ». Ceci est une question : vous devez ressaisir le code du poste demandé par votre conjoint et le rang du vœu n° 5. Recommencez la même opération pour chaque vœu lié.

IV – CAS PARTICULIERS

Le **MEMENTO MOUVEMENT** (en ligne sur le site Internet de l'inspection académique : <http://www.ac-aix-marseille.fr/ia13> , rubrique « mouvement 1^{er} degré »), recense les règles de nomination et les barèmes utilisés pour chaque type de poste. Ne sont rappelées ci-dessous que certaines dispositions sur lesquelles il me paraît utile de revenir.

1) **Priorité et majoration de barème au titre du handicap (cf. mémento p.3)**

Peuvent bénéficier d'une priorité **et** d'une majoration de barème (1000 points), les personnels titulaires qui font valoir leur situation ou celle de leur conjoint en tant que **bénéficiaire de l'obligation d'emploi** prévue par la loi du 11 février 2005 portant sur l'égalité des droits et des chances. La situation d'un enfant reconnu handicapé ou souffrant d'une maladie grave ouvre également droit à une bonification exceptionnelle de barème.

Justificatifs à joindre **obligatoirement** lors du renvoi de l'accusé de réception :

- la Reconnaissance de la qualité de Travailleur Handicapé (R.Q.T.H) ;
- ou
- la photocopie de la carte d'invalidité ;

Un dossier médical devra être transmis **avant le 11 avril 2012** sous pli confidentiel à l'attention du médecin de prévention.

Toutes les demandes seront étudiées par le médecin de prévention qui validera ou pas la demande de mutation prioritaire.

2) **Les postes de direction (cf. mémento mouvement p.5)**

Conformément aux dispositions de la note de service ministérielle n° 02-23 du 29 janvier 2002, relatives aux directeurs d'école, les mutations des directeurs en fonction (2 classes et +) et les affectations des inscrits sur liste d'aptitude s'effectuent selon un mouvement unique sur l'ensemble des postes déclarés vacants.

Les personnels régulièrement nommés dans l'emploi de directeur d'école, qui ont interrompu ces fonctions mais qui ont exercé celles-ci pendant au moins trois années, peuvent sur leur demande (cf. imprimé en annexe 2) être à nouveau nommés directeur d'école après avis de leur I.E.N.

Les personnels ayant assuré un intérim de direction sur un poste resté vacant après le mouvement 2011 et inscrits sur liste d'aptitude, bénéficient d'une priorité sur ce poste s'ils le demandent au mouvement.

Les adjoints ayant assuré un intérim de direction sur un poste non publié bénéficient d'une bonification de 3 points qui ne joue que sur le vœu du poste où s'exerce l'intérim. Pour ce faire, ils doivent adresser l'imprimé « Bonification pour intérim de direction » (cf. annexe 3), au bureau D.P.2 « mouvement » pour le **9 avril 2012**.

Remarques :

- Les affectations sur école à classe unique sont traitées dans le cadre du mouvement « adjoints ». En conséquence les directeurs d'école, de deux classes et plus, qui sollicitent une école à classe unique, perdent leur qualité de directeur d'école s'ils obtiennent satisfaction.
- Le directeur d'une école élémentaire où est implantée une ou plusieurs classes maternelle ne peut exercer qu'en classe élémentaire.

3) **Les postes de Conseillers Pédagogiques et I.M.F itinérants (cf. mémento p.7)**

Le mouvement de ces postes étant manuel, il convient d'utiliser la fiche de vœux prévue à cet effet (annexe 4). Un exemplaire de cette fiche dûment renseignée doit m'être adressé pour le **9 avril 2012, délai de rigueur**.

Vous trouverez en annexe 4bis la liste des postes vacants ou susceptibles de l'être .

D'autre part, pour ceux qui souhaitent également participer au mouvement sur les autres types de postes, il est impératif d'utiliser la procédure "SIAM", les fiches manuelles ne devant comporter aucun autre vœu.

Remarque : l'affectation sur un poste de conseiller pédagogique ou d'I.M.F itinérant prévaut sur toute autre demande, qui se trouve, de ce fait même, annulée dans la procédure informatisée.

4) Les postes de Référents

Le mouvement de ces postes étant manuel, il convient d'utiliser la fiche de vœux prévue à cet effet (annexe 4). Un exemplaire de cette fiche dûment renseignée et accompagnée d'une lettre de motivation, doit m'être adressé pour le **9 avril 2012 délai de rigueur**.

Avant de postuler, il est impératif que les candidats prennent contact avec l'I.E.N compétent:

- A.S.H 1 : 04.42.21.12.99, M. MORGANO
- A.S.H 2 : 04.91.99.67.56, M. AZAIS
- A.S.H.3 : 04.84.35.81.10, M. ABBOU

Vous trouverez en annexe 5 la liste des postes vacants, tous les autres postes étant susceptibles de l'être, numérotés de 1 à 59. Veillez à reporter sur la fiche de vœu le numéro et le libellé du poste.

Les enseignants qui candidatent pour la 1^{ère} fois sur ces postes de référent seront convoqués pour un entretien. Seuls les enseignants titulaires du CAPA-SH (ou du CAPSAIS) peuvent être nommés à titre définitif.

Remarque :: pour ceux qui souhaitent également participer au mouvement sur les autres types de postes, il est impératif d'utiliser la procédure "SIAM," les fiches manuelles ne devant comporter aucun autre vœu. l'affectation sur un poste de référent prévaut sur toute autre demande, qui se trouve, de ce fait même, annulée dans la procédure informatisée

5) Nomination des enseignants néo-titulaires (cf. mémento mouvement page 4)

Les professeurs des écoles stagiaires ne peuvent solliciter que des postes d'adjoint au mouvement à titre définitif.

Dans le cas où ils n'obtiennent pas satisfaction, ils sont affectés à titre provisoire exclusivement sur des postes d'adjoint qui leur sont réservés.

6) Les postes de titulaire remplaçant (T.R.)

Depuis la rentrée 2005, deux types de postes de T.R sont implantés dans les écoles d'une circonscription :

- les postes de T.R. destinés au remplacement des personnels en congés maladie, maternité de chaque circonscription. Toutefois, lorsque les circonstances l'exigent, les T.R qui se trouvent disponibles peuvent être appelés à intervenir dans des circonscriptions voisines.
- les postes de T.R destinés au remplacement des enseignants en stages de formation. Leur gestion est départementale. Les Titulaires Remplaçants Formation sont affectés sur une école et sont appelés à intervenir de l'une des **3 zones de remplacement formation (au lieu de 6 précédemment)**, et à assurer des suppléances, selon, les besoins du service au sein de toute la zone dont ils relèvent, tout au long de l'année (cf. carte et tableau en annexe 5).

Remarques :

- les zones de remplacement ayant été élargies, les enseignants qui exercent actuellement les fonctions de brigade formation continue font l'objet d'une mesure de carte scolaire et doivent participer au mouvement s'ils souhaitent recevoir une autre affectation. Une priorité de repli leur est attribuée sur les postes de brigade – congés pour les circonscriptions de leur zone de formation actuelle.
- Pour les enseignants exerçant sur poste de T.R, la seule modalité de temps partiel autorisée est le temps partiel annualisé à 50% (cf. mémento mouvement p. 4).

7) Les replis

Les personnels concernés par une mesure de carte scolaire sont invités à se référer aux procédures décrites en pages 9, 10 et 11 du mémento mouvement.

Les personnels ayant été repliés lors des opérations du mouvement 2011 et qui désirent toujours leur retour sur poste ou sur commune, doivent **impérativement** le signaler sur l'accusé de réception qu'ils renverront au bureau D.P.2 « mouvement » **pour le 9 avril 2012**.

8) Nomination sur postes fléchés

- Postes fléchés « Occitan » :

Les personnels disposant de l'habilitation en langue régionale et qui souhaitent être affectés dans une école « centre d'enseignement continu de la langue régionale » doivent demander les postes d'adjoints fléchés **ET** non fléchés Occitan de l'école. Par ailleurs, ils doivent remplir le formulaire intitulé « lettre d'engagement » figurant en annexe 6.

- Postes fléchés « Allemand –Italien – Arabe » :

Les personnels désirant postuler sur ce type d'emploi doivent détenir l'habilitation correspondant à la langue enseignée.

9) Nomination sur poste de titulaire de secteur_ (T.DEP)

Sont désormais proposés au mouvement à titre définitif des postes de titulaires de secteur, lequel correspond à une commune ou à un regroupement d'arrondissements pour MARSEILLE.

Les personnels nommés à titre définitif sur ce type de poste seront ensuite affectés à titre provisoire sur au moins deux fractions de postes au sein du secteur, en école élémentaire ou en école maternelle selon la nature du T. DEP obtenu.

Les fractions proposées pourront être modifiées chaque année en fonction des quotités mobilisables et des nécessités du service.

V – SE RENSEIGNER AVANT DE POSTULER

Préalablement à la saisie de vos vœux, je vous rappelle la nécessité de vous renseigner sur le(s) type(s) de poste(s) pour lesquels vous postulez, et notamment sur les postes à contraintes ou compétences particulières (cf. postes signalés en annexe 7).

RAPPEL :

- Les affectations obtenues au mouvement ne sont susceptibles d'aucune modification ultérieure.
- Après la rentrée et sur leur demande, les maîtres affectés à titre provisoire sur un poste publié et resté vacant après le mouvement à titre définitif ont la possibilité d'y être maintenus à titre définitif.

J'invite Mesdames et Messieurs les Principaux, les Inspectrices et Inspecteurs de l'Education nationale, les Directrices et Directeurs d'école de veiller à ce que la présente note de service soit portée à la connaissance des instituteurs et professeurs des écoles **absents** pour raisons de santé ou autres (stages, classe de neige, etc...).

Pour le Directeur Académique,
Le Secrétaire Général

Signé

Michel RICARD



MINISTÈRE DE
L'ÉDUCATION NATIONALE,
DE LA JEUNESSE
ET DE LA VIE ASSOCIATIVE



Division des Personnels

Le Chef de Division

Bernard Colcy

Référence

Note d'accompagnement
memento mouv. 2012

Téléphone

04 91 99 67 83

Fax

04 91 99 67 81.

Mél.

ce. Dp13 @ac-aix-marseille.fr

28-34 boulevard
Charles Nédélec
13231 Marseille
Cedex 1

Le Directeur Académique,
des Services de l'Éducation Nationale

à

Mesdames et messieurs les personnels
enseignants du 1^{er} degré des Bouches du Rhône
(pour attribution)

Mesdames et messieurs les Inspecteurs de
l'Éducation Nationale
(pour information)

Marseille, le 21 mars 2012

OBJET : Mobilité des personnels enseignants du 1^{er} degré – rentrée 2012

Veillez trouver annexé à la présente le "memento" élaboré en vue du mouvement 2012. Ce document décline, d'un point de vue très concret, les orientations fixées par le Ministre de l'Éducation Nationale en la matière et je vous invite, à ce propos, à examiner attentivement sa note de service n° 2011-2194 du 25 octobre 2011, publiée au B.O. spécial n° 9 du 10 novembre 2011.

Comme vous le savez, le "memento" rassemble les informations essentielles relatives aux principes et modalités qui permettent d'éclairer, d'organiser et de piloter les différentes étapes du processus long et complexe que constitue le mouvement départemental des personnels du 1^{er} degré.

Le barème indicatif a été modifié en ce qui concerne trois aspects auxquels je sais la profession particulièrement attentive.

- **La note d'inspection n'est plus prise en considération** et, corrélativement, **l'A.G.S. est comptabilisée pour la totalité de sa valeur.**
- **L'impact des bonifications** attribuées au titre de la **stabilité** d'affectation (à titre définitif) est **majoré.**
- Un régime de bonification est introduit en vue de valoriser l'exercice **à titre provisoire** des fonctions dans les écoles relevant du champ de l'éducation prioritaire (ou dans les structures labellisées "difficiles à pourvoir").

Bien entendu ces modifications ont été arrêtées après consultation des organisations syndicales représentatives des personnels.



2/2

Sous réserve d'éventuelles adaptations qu'imposerait l'évolution du contexte réglementaire, je souhaite stabiliser les dispositions du memento - mouvement et considère que l'objectif consistant à assurer l'équilibre entre le droit individuel à la mobilité et les priorités institutionnelles doit pouvoir désormais être atteint.

Pour conclure cette brève note de présentation des règles du mouvement 2012 je tiens à souligner qu'avec **le souci d'accompagner les maîtres "E" et "G"** faisant l'objet de mesures de carte scolaire des dispositions dérogatoires au "droit commun du repli" ont été arrêtées par mes soins. Elles illustrent l'attention particulière que mes services – et moi-même, du reste – portent à la situation de ces personnels.

Enfin et comme les années précédentes, un **dispositif d'accueil téléphonique renforcé** est mis en place à la Direction Académique et fonctionnera jusqu'au 13 juillet 2012. Le n° de téléphone qui lui est dédié, à savoir **04 91 99 66 08**, peut être composé par vos soins entre :

- 9 et 17 heures, sans interruption, du lundi au vendredi, pendant la période de saisie des vœux (soit du 23 mars au 9 avril 2012)
- 13h 30 et 17heures à partir du 10 avril 2012

Cette dernière limitation n'a d'autre objet que de renforcer l'efficiencia du travail des agents chargés de la gestion du mouvement et, bien entendu, l'usage d'un tel instrument de communication doit être réservé aux seules questions (à caractère général ou personnel) qui relèvent, soit des règles départementales, soit des procédures administratives, soit des calendriers relatifs aux opérations du mouvement intra- départemental.

Jean Luc BENEFIGE



MINISTÈRE DE
L'ÉDUCATION NATIONALE,
DE LA JEUNESSE
ET DE LA VIE ASSOCIATIVE



Rentrée scolaire 2012

Division des Personnels
DP 2 – mouvement

(mis à jour le 23.03.2012)

MEMENTO MOUVEMENT

Rentrée scolaire

I – DISPOSITIONS GENERALES	2
I a - Eléments du barème	2/3/4
I b - Situations diverses	4/5
I c - Nominations à titre provisoire	5
II – DISPOSITIONS PARTICULIERES	6
II a - Adjointes et titulaires remplaçants	6
II b - Directeurs d'écoles	6
II c - Psychologues scolaires	6
II d - Adjointes spécialisés A.S.H.	7
II e - Référents de scolarisation	7
II f - Adjointes application	7
II g - Conseillers pédagogiques	8
II h - Directeurs écoles d'application et établissements spécialisés	8
III – CONDITIONS DE REPLI	9
III a – Repli des adjointes	9
III b – Fermetures de classes prononcées à la rentrée	10
III c – Repli des directeurs	10
III d – Repli des titulaires remplaçants	10
III e – Repli des maîtres de R.A.S.E.D.	10/11

I – DISPOSITIONS GENERALES

La procédure par avis de participation a été abandonnée. En conséquence la liste des postes qui sera annexée à la note de service annuelle relative aux modalités techniques du mouvement (publiée dans le courant du mois de mars prochain) recensera, exclusivement, les postes vacants au 1^{er} septembre 2012, tous les autres étant réputés susceptibles de l'être à la même date.

Nota bene : ne sont pas autorisés à participer au mouvement les enseignants qui au 31/12 sont en position de disponibilité (hormis les disponibilités "santé").

I a – ELEMENTS DE BAREME

I.a.1 – Ancienneté Générale de Service (A.G.S.) détenue au 31 août 2012 et calculée au jour près. Elle est prise en compte pour la **totalité de sa valeur**.

Exemple pour une A.G.S. de 28 ans 4 mois et 14 jours : 28,372 points

I.a.2 – Stabilité :

- Du fait de l'affectation à **titre définitif** sur le **même poste** et en vue de la **même fonction**, dans la limite de 7 années :

Durées	Points de stabilité
1 an	0 point
2 ans	1 point
3 ans	2 points
4 ans	4 points
5 ans	7 points
6 ans	10 points
7 ans et +	13 points

La bonification s'applique au cas d'un directeur sollicitant un poste d'adjoint et **pas** quand un adjoint sollicite un poste de directeur (y compris dans la même école).

Nota bene :

- Les points de stabilité dans le poste **incluent** l'ancienneté acquise au titre d'une affectation sur poste adapté ou préalablement à une mesure de carte scolaire.*
- Les personnels en **congé parental** perdent leur affectation à titre définitif dès le premier jour du dit congé. Toutefois, si la durée du congé n'excède pas le 31 août 2012, ils bénéficient d'une **priorité absolue** pour y être réaffectés dans le cadre du **mouvement informatisé**. Si la durée du congé dépasse le terme de l'année scolaire, ils bénéficient d'une priorité sur les postes de **même nature** dans la même commune (ou arrondissement pour MARSEILLE). En cas d'impossibilité, la priorité de réaffectation est étendue aux communes (ou arrondissements) limitrophes puis, concentriquement, dans les autres communes (ou arrondissements). Ils conservent les points de stabilité acquis au titre de leur précédente affectation, **après** déduction du temps passé en congé parental.*
- Les personnels en **congé de longue durée** (C.L.D.) ou disponibilité pour raison de santé relèvent des mêmes dispositions que celles énoncées à l'alinéa précédent.*
- Les personnels en position de **détachement** perdent leur affectation à titre définitif dès le premier jour du détachement. Ils conservent les points de stabilité acquis au titre de leur précédente affectation, **après** déduction du temps passé en détachement.*
- La position de **disponibilité (hormis pour raison de santé)** supprime les points de stabilité précédemment acquis.*

- Du fait de l'**exercice continu** des fonctions, dans leur dernière affectation à titre définitif, dans une école en zone "**violence**" ou **intégrée au dispositif "ECLAIR"** ou **située en R.R.S.** (réseau de réussite scolaire) ou **précédemment labellisée "R.E.P." / "Z.E.P"** et dans la limite de 7 années :

Durées	Points de stabilité
1 an	0 point
2 ans	1 point
3 ans	2 points
4 ans	4 points
5 ans	7 points
6 ans	10 points
7 ans et +	13 points

Nota bene :

Les titulaires remplaçants affectés à titre définitif et rattachés à une école située en zone violence ou intégrée au dispositif "ECLAIR" ou située en R.R.S. ou précédemment labellisée "R.E.P." / "Z.E.P" bénéficient de la bonification dans les mêmes conditions.

I.a.3 – Sujétions particulières :

- Du fait de l'affectation annuelle, **à titre provisoire**, dans les Bouches du Rhône dans la limite des 7 dernières années sur un poste labellisé "**difficile à pourvoir**" : **1 point par année d'exercice** en SEGPA, ULIS, ITEP, SESSAD ou CLIS.

Nota bene :

- Cette bonification est attribuée si l'affectation sur un poste fractionné comporte une quotité de service égale ou supérieure à 50% dans l'une ou l'autre des structures précitées.*
 - En sont exclus les stagiaires CAPA-SH.*
- Du fait de l'affectation annuelle, **à titre provisoire**, dans les Bouches du Rhône dans la limite des 7 dernières années, dans une école en zone "**violence**" ou **intégrée au dispositif "ECLAIR"** ou **située en R.R.S. ou précédemment labellisé " R.E.P." / "Z.E.P"**: **1 point par année d'exercice.**

Nota bene :

- Cette bonification est attribuée si l'affectation sur un poste fractionné comporte une quotité de service égale ou supérieure à 50% dans l'une ou l'autre des catégories d'écoles précitées.*

Au titre d'une même année scolaire la **bonification** au titre de l'exercice des fonctions sur un poste labellisé "difficile à pourvoir" **ne peut être cumulée** avec celle attribuée au titre de l'affectation annuelle à titre provisoire, dans une école en zone "violence" ou intégrée au dispositif "ECLAIR" ou située en R.R.S. ou précédemment labellisé " R.E.P." / "Z.E.P".

Un enseignant qui au cours de la période de référence (7 dernières années) a été successivement affecté à titre provisoire sur un poste labellisé difficile à pourvoir ou dans une école en zone "violence" ou intégrée au dispositif "ECLAIR" ou située en R.R.S. ou précédemment labellisé " R.E.P." / "Z.E.P" puis affecté à titre définitif sur un poste de quelque nature qu'il soit cumule les bonifications aux titres des sujétions particulières et de la stabilité. Tel n'est pas le cas dans la situation inverse.

Exemples : Mme X , affectée à titre provisoire en SEGPA du 01.09.2005 au 31.08.2008 , nommée adjointe à titre définitif le 01.09.2008 dans une école élémentaire (hors éducation prioritaire) cumule 3 points de sujétions spéciales avec 4 points de stabilité. M. Y, précédemment affecté à titre définitif en qualité d'adjoint dans une école maternelle jusqu'au 31.08.2010 puis nommé à titre provisoire dans une école située en R.R.S. le 01.09.2010 dispose de 2 points au titre des sujétions spéciales..

1.a.4 – Enfants à charge :

Dans la limite de 8 points, **2 points par enfant** âgé de moins de 20 ans au 31 décembre 2011. Pour les enfants dont le handicap a été attesté par la CO.T.O.R.E.P. ou a donné lieu à la délivrance de la R.Q.T.H., la limite d'âge n'est pas appliquée.

En cas de famille recomposée le ou les enfants du conjoint sont pris en compte dans les mêmes conditions sous réserve qu'ils résident au domicile du candidat au mouvement, y compris en cas de garde alternée. Ce dernier doit apporter la justification de leur résidence (jugement, pièces de la C.A.F....).

1.a.4 – Handicap :

Les personnels pouvant justifier de la **R.Q.T.H.** et dont la situation aura fait l'objet d'un **avis favorable** par le médecin de prévention bénéficient d'une **priorité et d'une majoration de 1000 points** pour les vœux correspondant à leur qualification et à leur expérience professionnelles. Les personnels dont les conjoints sont titulaires de la R.Q.T.H. ou dont les enfants à charge sont handicapés ou atteints d'une maladie grave et durable, bénéficient de la même majoration de barème aux mêmes conditions.

Les demandes **assorties des pièces médicales justificatives** doivent être formulées **avant le 11 avril 2012**, au plus tard, et seront **transmises directement sous pli cacheté comportant les mentions " confidentiel – à l'attention de Mme le médecin de prévention" et " mouvement des personnels enseignants du 1^{er} degré – Bouches du Rhône"**.

Ces situations sont examinées au sein d'un groupe de travail où siège le médecin de prévention. Ce dernier est notamment chargé d'éclairer les instances paritaires sur la recevabilité de la demande de bonification au regard du bénéfice que peut en tirer le demandeur en vue d'améliorer sa situation professionnelle, matérielle ou morale.

I.a.5 – Départage des ex æquo :

- 1. A.G.S.
- 2. nombre d'enfants à charge
- 3. âge

I b – SITUATIONS DIVERSES

I.b.1 – Temps partiel :

Un enseignant qui souhaite travailler à temps partiel ne peut exercer en qualité de titulaire remplaçant, sauf s'il opte pour la modalité du temps partiel à 50% **annualisé**. Les directeurs bénéficiant d'une décharge de service totale ou partielle peuvent bénéficier d'une autorisation de travail à temps partiel dans la mesure où la continuité du service est assurée par une présence **quotidienne** à l'école.

I.b.2 – Enseignant sur poste adapté :

Un personnel appelé à sortir du dispositif doit participer au mouvement. Il bénéficie des points de stabilité, dans la limite de 7 ans, correspondant au temps passé sur poste adapté et au titre de son affectation préalable sous réserve qu'elle ait été prononcée à titre définitif. S'il n'obtient pas satisfaction, sa situation est examinée avec les cas particuliers (médicaux, sociaux), dans le cadre du mouvement à titre provisoire.

I.b.3 – Ecoles (ou postes) à sujétions spéciales :

La liste des écoles ou des postes à sujétions spéciales est publiée dans la circulaire technique annuelle relative au mouvement. La procédure à suivre y est précisée.

I.b.4 – Nomination des enseignants néo – titulaires :

Les professeurs des écoles stagiaires (P.E.S.) participent au mouvement à titre définitif sur les postes d'adjoints qui les intéressent. Toutefois leur nomination ne devient effective qu'après leur titularisation.

Dans le cas où ils n'obtiennent pas satisfaction, ils sont affectés à titre provisoire, exclusivement sur des postes d'adjoints, sur des supports entiers qui leur sont réservés à l'exception des postes A.S.H.. et de titulaires remplaçants.

I c – NOMINATIONS A TITRE PROVISOIRE

I.c.1 – Personnels nommés à titre provisoire pour l'année 2011/2012

Ils participent **obligatoirement** aux opérations de l'année en cours et doivent donc effectuer la saisie informatique de leurs vœux.

Dans le cas où ils n'obtiennent pas de nomination à titre définitif, ils participent à la seconde phase du mouvement (dite "à titre provisoire") avec le même barème et doivent, à cet effet, **formuler de nouveaux vœux** à partir d'une liste de postes qui sera publiée en temps utile.

Après la rentrée et **sur leur demande**, les enseignants affectés à titre provisoire **sur un poste publié vacant et non pourvu** à l'issue du mouvement à titre définitif, ont la possibilité d'y être affectés **à titre définitif** s'ils remplissent les conditions.

I.c.2 – Vœux sur zones géographiques élargies (14 zones) :

Ils ne concernent que la seconde phase du mouvement (dite "à titre provisoire") à l'occasion de laquelle les participants sont invités à formuler **au moins 3 vœux** sur zones géographiques élargies **différentes**. A défaut ou si les vœux globaux n'ont pu être honorés, l'administration procédera à leur affectation durant la phase manuelle d'ajustement en fonction de leur barème et des possibilités.

I.c.3 – Procédure spécifique pour les cas médicaux et sociaux :

Les personnels qui connaissent de graves difficultés médicales ou sociales et dont aucun des vœux formulés dans le cadre du mouvement à titre définitif n'a pu être satisfait peuvent bénéficier d'une priorité pour le mouvement à titre provisoire.

Par précaution, ils doivent se signaler le plus précocement possible au bureau DP2 sans attendre les résultats du mouvement à titre définitif et, **le 11 avril 2012 au plus tard**, en y joignant **sous pli cacheté comportant la mention confidentiel – à l'attention de Mme le médecin de prévention** – les pièces médicales ou à caractère social qui justifient leur demande. Ces situations sont examinées au sein d'un groupe de travail où siègent le médecin de prévention et l'assistante sociale des personnels.

I.c.4 – Phase d'ajustement :

Les enseignants qui n'obtiennent pas de nomination selon leurs vœux sont affectés sur tout poste disponible après le mouvement à titre provisoire. L'affectation des personnels qui demandent leur réintégration après disponibilité ou leur inéat non compensé est effectuée dans le cadre de la phase d'ajustement en fonction des possibilités d'accueil dans le département (constat préalable de la vacance des emplois).

II – DISPOSITIONS PARTICULIERES

II a – ADJOINTS et TITULAIRES REMPLACANTS

- **Barème :**

Les éléments constitutifs du barème, détaillés au chapitre "éléments de barème", à savoir :

- les dispositions communes : A.G.S., stabilité et sujétions particulières,
- les éléments particuliers : enfants à charge et handicap,
- les modalités de départage des ex æquo,

ne sont pas assortis de dispositions particulières.

II b – DIRECTEURS D'ECOLE

Le mouvement à titre définitif est organisé en deux temps successifs. Le premier, informatisé, concerne les directeurs en exercice et les adjoints dont l'inscription sur la liste d'aptitude aux fonctions de directeur est valide à la rentrée scolaire 2012. Le second, manuel, porte sur les postes non pourvus au 1^{er} tour et est réservé à ces derniers sous réserve qu'ils n'aient pas obtenu d'affectation lors du premier tour.

- **Barème :**

Les éléments constitutifs du barème, détaillés au chapitre "éléments de barème", à savoir :

- les dispositions communes : A.G.S. , stabilité et sujétions particulières,
- les éléments particuliers : enfants à charge et handicap,
- les modalités de départage des ex æquo,

sont complétés comme suit :

- **ancienneté de fonction :**

1 point par année d'exercice effectif des fonctions, sans plafonnement.

- **Intérim de direction :**

3 points, cette bonification ne jouant que sur le vœu du poste où s'exerce l'intérim. Les enseignants ayant assuré un intérim de direction sur un poste resté vacant après le mouvement précédent et inscrits sur la liste d'aptitude, bénéficient d'une priorité sur ce poste s'ils le demandent au mouvement.

- **Regroupement d'écoles :**

lorsqu'il y a un regroupement de 2 écoles **de même nature au sein d'un seul et même groupe scolaire**, c'est le directeur dont l'ancienneté dans le poste est la plus faible qui fait l'objet de la mesure de carte scolaire. Dans tous les autres cas les règles générales de repli sont appliquées

II c – PSYCHOLOGUES SCOLAIRES

- **Priorités d'affectation pour les psychologues scolaires :**

- 1. Psychologues scolaires en exercice.
- 2. Enseignants titulaires du diplôme de psychologie scolaire n'exerçant pas sur un poste de psychologue.
- 3. Stagiaires sortant de formation.
- 4. Enseignants titulaires du D.E.S.S. ou du Master 2 de psychologie exerçant sur un poste de psychologue scolaire resté vacant à l'issue du mouvement de l'année précédente.

- **Barème :**

Pour chaque priorité, les éléments constitutifs du barème détaillés au chapitre "éléments de barème", sont ensuite pris en compte.

II d – ADJOINTS SPECIALISES A.S.H.

- **Condition de nomination :**

Pour être nommés à titre définitif les candidats doivent être titulaires du C.A.E.I, du C.A.P.S.A.I.S ou du C.A.P.A -S.H. de l'option.

Les nominations des enseignants **non spécialisés ou titulaires d'une autre option** sont faites à **titre provisoire : 1 point** par année d'exercice sur poste spécialisé.

- **Priorités d'affectation sur postes des options A, B, C, D, E et F :**

- 1. Enseignants titulaires de l'option correspondante (et assimilés)
- 2. Enseignants stagiaires de l'option correspondante
- 3. Enseignants titulaires d'une option différente, à titre provisoire
- 4. **Pour chaque option** sont ensuite traitées les candidatures des enseignants non spécialisés avec priorité à celui qui souhaite son maintien sur poste.

- **Barème :**

Pour chaque priorité les éléments constitutifs du barème détaillés au chapitre "éléments de barème", sont ensuite pris en compte.

Nota bene : Les enseignants en cours d'obtention du diplôme sont nommés à titre provisoire avec priorité pour être maintenus sur le poste, à condition qu'ils le demandent dans le cadre du mouvement. Cette priorité ne peut être maintenue plus de deux années consécutives.

II e – REFERENTS DE SCOLARISATION

- **Condition de nomination :**

Pour être nommés à titre définitif les candidats doivent être titulaires du C.A.E.I, du C.A.P.S.A.I.S ou du C.A.P.A -S.H. Les enseignants non spécialisés ne peuvent être affectés qu'à titre provisoire.

Le mouvement à titre définitif est organisé en deux temps successifs. Le premier, qui concerne les référents en exercice porte sur tous les postes de référents, vacants et susceptibles de le devenir. Le second est réservé aux enseignants qui sollicitent une première affectation en cette qualité (après avoir satisfait à un entretien de sélection conduit par les I.E.N. A.S.H) et ne porte que sur les postes non pourvus au premier tour.

- **Barème :**

Les éléments constitutifs du barème, détaillés au chapitre "éléments de barème", à savoir :

- les dispositions communes : A.G.S. , stabilité et sujétions particulières
- les éléments particuliers : enfants à charge et handicap,
- les modalités de départage des ex æquo,

ne sont pas assortis de dispositions particulières.

II f – ADJOINTS d'APPLICATION

- **Condition de nomination :** être titulaire du C.A.F.I.P.E.M.F. ou C.A.E.A.

- **Priorités d'affectation :**

- 1. Adjoints Application en exercice (nommés à titre définitif)
- 2. Enseignants titulaires du C.A.F.I.P.E.M.F.

- **Barème :**

Pour chaque priorité, les éléments constitutifs du barème détaillés au chapitre "éléments de barème" sont ensuite pris en compte.

II g – CONSEILLERS PEDAGOGIQUES

Le mouvement à titre définitif est organisé en deux temps successifs. Le premier, qui concerne les conseillers pédagogiques **en exercice** porte sur tous les postes de conseillers pédagogiques correspondant à leur qualification (cf conditions pour postuler, ci-dessous), vacants et susceptibles de le devenir. Le second est réservé aux enseignants qui sollicitent une première affectation en cette qualité (cf procédure pour accéder aux fonctions de conseiller pédagogique et ne porte que sur les postes non pourvus au premier tour, ci-dessous).

- **Conditions pour postuler :**

- Conseiller pédagogique sans spécialité : être titulaire d'un C.A.F.I.P.E.M.F. spécialisé ou pas,
- Conseiller pédagogique spécialisé : être titulaire du C.A.F.I.P.E.M.F. spécialisé dont l'option correspond au poste demandé.

- **Barème :**

Les éléments constitutifs du barème, détaillés au chapitre "éléments de barème", à savoir :

- les dispositions communes : A.G.S. , stabilité et sujétions particulières
- les éléments particuliers : enfants à charge et handicap,
- les modalités de départage des ex æquo,

sont complétés comme suit :

- **Conseillers pédagogiques en exercice :**

Ancienneté de spécialité à compter de la nomination en qualité de Conseiller Pédagogique, décomptée à raison de **1 point** par an (sans plafonnement).

- **Première nomination à titre définitif de Conseiller Pédagogique :**

Ancienneté de spécialité à compter de la nomination en qualité de Maître Formateur, décomptée à raison de **3 points** par an (sans plafonnement).

- **Procédure :**

Les candidats aux fonctions de conseiller pédagogique sont convoqués à un entretien devant une **commission départementale**. Après validation (valable 3 ans), ils peuvent participer au mouvement sur les postes restant à pourvoir **après** le mouvement des conseillers pédagogiques en exercice et sont affectés en fonction de leur barème.

Nota bene : Les enseignants **faisant fonction** de conseiller pédagogique, participent au second tour du mouvement au même titre que les conseillers pédagogiques candidats à une première affectation, sous réserve de leur inscription sur la liste d'aptitude.

II h – DIRECTEURS ECOLES D'APPLICATION ET ETABLISSEMENTS SPECIALISES

- **Priorités d'affectation:**

- 1 Directeurs en exercice
- 2 Enseignants inscrits sur la liste d'aptitude correspondant au poste demandé

- **Barème :**

Pour chaque priorité les éléments constitutifs du barème détaillés au chapitre "éléments de barème", à savoir :

- les dispositions communes : A.G.S. , stabilité et sujétions particulières
- les éléments particuliers : enfants à charge et handicap,
- les modalités de départage des ex æquo,

sont ensuite pris en compte.

Nota bene : Pour certains postes à sujétions spéciales (C.M.P.P...), les intéressés doivent prendre contact avec l'établissement ou la structure.

III – CONDITIONS DE REPLI

III a – REPLI DES ADJOINTS (en cas de fermeture de classe au sein d'une école)

- **Détermination de l'enseignant concerné :**

- Si un poste est vacant dans l'école, y compris du fait d'un congé parental, aucun enseignant n'est concerné.
- Si aucun poste n'est vacant, c'est le **dernier nommé dans l'école** ou le **groupe scolaire** qui doit quitter l'école. Un volontaire peut se substituer au dernier nommé. Dès lors que son A.G.S. est supérieure, il est prioritaire.
- Si le dernier nommé a été affecté au titre d'une priorité médicale, le repli ne peut intervenir qu'après avis du médecin de prévention.

Nota bene :

- a) *La notion de groupe scolaire s'entend :*
 - de la situation de deux ou plusieurs écoles de même type (maternelles ou élémentaires) implantées sur un seul et même ensemble immobilier,
 - de la situation de deux écoles géographiquement proches et dont l'organisation pédagogique prévoit un fonctionnement par cycle dans chacune des implantations.
- a) *Un enseignant qui a déjà fait l'objet d'une mesure de carte scolaire, conserve les points de stabilité acquis dans l'école précédente.*
- b) *Au cas où plusieurs maîtres ont été nommés la même année, c'est celui dont l'A.G.S. est **la plus faible** qui doit quitter l'école. A **ancienneté égale c'est le plus jeune qui fait l'objet du repli.***
- c) *Si un maître se déclare **volontaire** pour faire l'objet de la mesure de repli, il bénéficie d'une **priorité sur les postes de même nature situés dans la commune** (ou arrondissement pour MARSEILLE). Il est réputé avoir été muté dans le cadre du mouvement et perd donc les points acquis au titre de la stabilité sur le poste qu'il libère.*
- d) *Les maîtres affectés sur des **postes fléchés "langue vivante"** (allemand, italien,...) ne relèvent pas des procédures de repli banalisées. Il en est de même pour les postes implantés en centre continu d'enseignement du provençal dans la mesure où la fermeture d'une classe n'entraîne pas la suppression d'un poste fléché "provençal".*

- **Procédure de repli :**

La réaffectation des personnels faisant l'objet d'une mesure de repli se fait dans le cadre du mouvement à titre définitif.

Une priorité leur est donnée sur les postes de même nature dans la même commune (ou arrondissement pour MARSEILLE). En cas d'impossibilité, la priorité de réaffectation est étendue aux communes (ou arrondissements) limitrophes puis, concentriquement, dans les autres communes (ou arrondissements). Il peut également intervenir dans la même commune sur une autre nature de poste (élémentaire/maternelle ou inversement).

L'enseignant replié est **prioritaire si un poste devient vacant dans son ancienne école** (quel que soit le rang de son vœu) à condition qu'il l'ait demandé dans la lettre - réponse qui lui a été adressée au moment des replis et en formule le vœu dans le cadre du mouvement informatisé.

Il reste **prioritaire l'année suivante** si le retour sur poste n'a pas été possible la première année : dans ce cas il doit le demander au rang qui lui convient lors de sa participation au mouvement informatisé et se signaler au bureau DP2 (mouvement).

III b – FERMETURES DE CLASSES PRONONCEES A LA RENTREE SCOLAIRE

Si un enseignant est nommé à titre provisoire dans l'école (adjoint à temps plein) c'est lui qui est concerné par la mesure de carte scolaire. Si aucun enseignant n'est nommé à titre provisoire, l'enseignant dernier nommé à titre définitif sera affecté dans l'école la plus proche avec priorité de réaffectation lors du mouvement suivant.

La détermination du poste de repli se fait selon la **même règle** que celle appliquée pour les mesures de carte scolaire (sur le poste de même nature le plus proche de la précédente affectation).

Après détermination du poste de repli, un appel au volontariat est lancé au sein de l'école. Si un enseignant dont l'A.G.S. est supérieure se déclare intéressé par le poste de repli, il peut se substituer au dernier nommé, mais dans ce cas, il perd le bénéfice de l'ancienneté sur son poste et est réputé avoir été muté dans le cadre du mouvement.

III c – REPLI DES DIRECTEURS

Le repli d'un directeur n'intervient que s'il y a risque de perte indiciaire, la diminution ou la perte de quotité de décharge ne donnant pas lieu à attribution d'une priorité.

En cas de fermeture de classe entraînant un changement de groupe de rémunération, le directeur peut conserver **sur son poste et pendant une année** l'indice correspondant au groupe de rémunération dont il relevait précédemment. Il peut également bénéficier d'un repli à sa demande.

L'année suivante, l'administration contacte les directeurs concernés pour leur proposer de choisir entre :

- maintien, avec perte d'indice
- repli, sur poste du même groupe de rémunération

En cas de fermeture d'école, le Directeur bénéficie de la priorité de repli lors du mouvement de l'année en cours.

Le directeur qui fait le choix du repli doit participer au mouvement informatisé. Une priorité lui est donnée sur les postes de même nature dans la même commune (ou arrondissement pour MARSEILLE). En cas d'impossibilité, la priorité de réaffectation est étendue aux communes (ou arrondissements) limitrophes puis, concentriquement, dans les autres communes (ou arrondissements).

III d – REPLI DES TITULAIRES REMPLACANTS

C'est le **dernier** personnel **nommé** dans la circonscription qui est touché par la mesure de repli. Après détermination du poste de repli un appel au volontariat est lancé au sein de la circonscription.

III e – REPLI DES MAITRES DE R.A.S.E.D.

Conformément à la règle départementale observée depuis plus de 20 ans, c'est (ce sont) le(s) **dernier(s)** personnel(s) **nommé(s)** dans la circonscription qui est(ont) touché(s) par la(les) mesure(s) de repli.

Par ailleurs, et avec le souci de favoriser l'accompagnement des maîtres "E" et "G" faisant l'objet d'une mesure de carte scolaire à la rentrée scolaire 2012, des dispositions dérogatoires sont mises en œuvre.

- Ces maîtres ont la possibilité de ne **pas** participer au mouvement 2012. Dans cette éventualité :
 - ils seront **réaffectés à titre provisoire en qualité de titulaires remplaçants dans leur circonscription d'affectation actuelle – sans perte de points de stabilité –** et seront sollicités en fonction des nécessités hiérarchisées suivantes, en vue :
 - 1) d'occuper les postes devenus vacants dans leur circonscription d'origine en cours d'année
 - 2) d'effectuer des remplacements de courte et moyenne durée (formation initiale, continue ou absences) au sein de la circonscription (avec I.S.S.R.)
 - 3) d'exercer des missions de soutien pédagogique définies par l'I.E.N. dans la continuité de leurs attributions précédentes.
 - **ils devront participer obligatoirement au mouvement 2013** en bénéficiant d'une priorité de réaffectation dans leur circonscription d'origine sur les différentes catégories de postes auxquels ils peuvent accéder compte tenu de leurs qualifications. Une attention particulière sera portée à la situation des maîtres "G", un groupe de travail paritaire étant réuni, à cet effet, en temps opportun.
- S'ils le souhaitent, **ils peuvent cependant participer au mouvement "à titre définitif" 2012.** Leur barème sera alors déterminé conformément aux dispositions générales et particulières du présent memento, étant entendu qu'une priorité de repli leur sera attribuée sur d'éventuels vœux portant sur des postes vacants des options "D" et "F". Si l'un de leurs vœux est satisfait :
 - ils pourront néanmoins bénéficier des dispositions relatives au "retour sur poste" aux rentrées 2013 et 2014.
 - Sauf affectation sur des postes vacants des options "D" et "F", les points de stabilité précédemment capitalisés seront perdus.

(mis à jour le 23.03.2012)

FICHE DE LIAISON

RE-AFFECTATION D'UN ELEVE APRES EXCLUSION DEFINITIVE

Date du conseil de discipline :

Nom de l'établissement fréquenté :

NOM et Prénom de l'élève :

Date de naissance :

Classe (préciser options, LV1, LV2...) :

NOM et Prénoms des représentants légaux :

Adresse des représentants légaux

Code postal : Ville :

Téléphone domicile :

Téléphone travail :

Téléphone portable :

Motif(s) de l'exclusion :

Mesures éducatives qui ont été mises en place avant le conseil de discipline :
(Commission de vie scolaire, mesures de suivi spécifique,...)

Etablissement de rescolarisation proposé :
(Après accord du chef d'établissement d'accueil)

Observations éventuelles concernant le lieu de rescolarisation.
(Préciser le cas échéant les possibilités de transport domicile-établissement d'accueil)
(S'il s'agit d'une SEGPA, saisir au préalable la CCSD et joindre sa réponse)

Date et signature du chef d'établissement

Fiche relais élève

Cette fiche doit recenser toute demande d'inscription dans votre établissement puis être envoyée aussitôt à l'a DA- DE 1 (par courrier électronique/ fax)

ELEVE

Nom : Prénom : Date de naissance :

REPRESENTANTS LEGAUX

Nom : Prénom(s) :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Téléphone :

SITUATION SCOLAIRE

Nom de l'Etablissement année précédente :

Ville : Département (ou Pays étranger) :
Statut (public, privé sous contrat, privé hors contrat)

Classe année précédente : LV1 : LV2 :

Classe sollicitée cette année: LV1 : LV2 :

DEMANDE D'AFFECTATION 20 - 20 *A renseigner par le chef de l'établissement sollicité*

MOTIF : _____

Mon établissement est l'établissement de secteur du lieu de résidence de l'élève :

L'élève peut être inscrit(e) sur place vacante et sans moyens supplémentaires (la fiche est envoyée à la DA)

L'élève ne peut actuellement être inscrit(e) compte tenu de la capacité d'accueil de l'établissement
Nombre d'élèves du niveau concerné inscrits à ce jour : Nombre de division : E/D :

Mon établissement n'est pas l'établissement de secteur du lieu de résidence de l'élève :

L'élève peut être inscrit(e) sur place vacante et sans moyens supplémentaires
Je sollicite l'autorisation préalable de l'Inspecteur d'Académie pour procéder à son inscription
Nombre d'élèves du niveau concerné inscrits à ce jour : Nombre de division : E/D :

L'élève ne peut actuellement être inscrit(e) compte tenu de la capacité d'accueil de l'établissement
Nombre d'élèves du niveau concerné inscrits à ce jour : Nombre de division : E/D :

Observation éventuelles :

Cachet de l'établissement

Signature du chef d'établissement

Date :

PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE

**ARRETE du 6 AVRIL 2012 PORTANT CREATION D'UN COLLEGE
A MARSEILLE (BOUCHES DU RHÔNE)**

Le préfet
de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
préfet des Bouches-du-Rhône
chevalier de la légion d'honneur
chevalier de l'ordre national du mérite

Vu la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 modifiée, complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu la loi n° 85-97 du 25 janvier 1985 modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et notamment son article 15-5 relatif aux établissements publics locaux d'enseignement ;

Vu le décret n° 82-390 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets de région, à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans la région et aux décisions de l'Etat en matière d'investissement public ;

Vu le décret n° 85-924 du 30 août 1985 modifié relatif aux établissements publics locaux d'enseignement ;

Vu le programme prévisionnel des investissements du conseil général des Bouches du Rhône ;

Vu l'arrêté du 24 septembre 2009 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Luc BENEFFICE inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale des Bouches du Rhône ;

Vu la consultation du conseil départemental de l'éducation nationale réuni le 21 mars 2012 ;

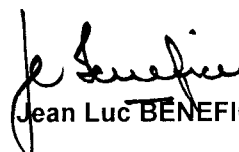
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches du Rhône ;

ARRETE

Article 1^{er} : Un collège sis dans le quartier de la Capelette est créé à la date du 30 avril 2012 sous le n° 0134022B, 73 rue Alfred Curtel à Marseille (13010), ainsi qu'une section d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA) immatriculée sous le n° 0134023C sis à la même adresse.

Article 2 : Le directeur académique des services de l'éducation nationale des Bouches du Rhône est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet des Bouches du Rhône, et par délégation
le directeur académique des services
de l'éducation nationale des Bouches du Rhône



Jean Luc BENEFFICE